

Iran : en attendant le printemps

Entretien avec...

François Nicoullaud *

* **François Nicoullaud**

est un ancien diplomate. Il a été ambassadeur de France en Iran entre 2001 et 2005¹.

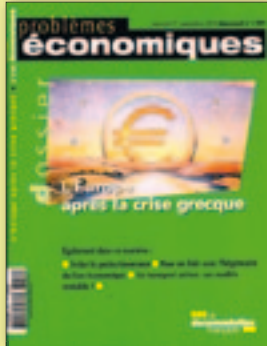
Questions internationales – *Les manifestations populaires contre le régime iranien de Mahmoud Ahmadinejad en juin 2009 ont précédé, et peut-être anticipé, les récentes révolutions arabes. Elles n'ont alors obtenu qu'une sympathie de principe dans les pays occidentaux, sans réel soutien. Comment expliquer cette différence de traitement ?*

François Nicoullaud – À vrai dire, les révolutions tunisienne et égyptienne ont démarré sans soutien occidental, les révolutions syrienne et bahreïnienne se déroulent de même sans aucun soutien concret extérieur, et c'est tant mieux ainsi. Seule se distingue la révolution libyenne, mais il est clair que ce soutien extérieur par les armes, s'il lui a permis de triompher, affaiblit plutôt sa crédibilité. Quant au grand mouvement iranien de contestation de la réélection de Mahmoud Ahmadinejad en 2009, il n'a bénéficié que de déclarations de sympathie des dirigeants occidentaux. Il y a eu aussi l'émotion populaire internationale soulevée par sa violente répression. Mais les Iraniens qui sont descendus dans les rues n'ont jamais rien demandé de plus. Ils savaient trop bien en effet que tout soutien concret venu de l'étranger aurait donné des arguments supplémentaires au régime, déjà persuadé que les manifestations résultaient d'un complot occidental.

QI – *Où en est la société civile iranienne face au pouvoir actuel ?*

F. N. – Elle pense en quelque sorte ses plaies. Elle a bien conscience d'avoir échoué dans sa tentative, sinon de renverser le régime, du moins de l'obliger à se corriger. Des personnalités courageuses continuent de résister au prix de leur bien-être et de leur liberté. Quant à la grande masse, elle attend, persuadée que son heure viendra à nouveau. Une première vague de rejet du système a eu lieu en 1997, avec l'élection du candidat réformateur Mohammad Khatami à la présidence. Mais celui-ci n'a rien pu faire, paralysé par les contre-pouvoirs activés par le noyau dur du régime. Nous avons vu la deuxième vague brisée en 2009. Cependant, la société iranienne évolue et se modernise de façon irrépressible. Il y aura donc certainement une troisième vague, qui pourrait, cette fois-ci, être la bonne. Elle profitera peut-être des fissures de plus en plus importantes qui se dessinent au sein du régime. Elle profitera peut-être aussi du changement de guide de la révolution, qui finira bien par arriver un jour. Or la personnalité et la vision rétrécie du monde d'Ali Khamenei, clef de voûte du système, pèsent lourdement sur son fonctionnement. Verra-t-on alors

¹ Cette interview a été réalisée en octobre 2011.



Tous les quinze jours, les meilleurs articles pour fournir une analyse distanciée de l'actualité économique

» Retrouvez les numéros déjà parus
et abonnez-vous à la lettre d'information
électronique sur
www.ladocumentationfrancaise.fr

Abonnement à **Problèmes économiques**

- 24 numéros dont 2 spéciaux : 73 € *
- Tarif spécial **étudiants, enseignants** : 49 € *
(sur présentation d'un justificatif)
- Tarif spécial **bibliothèques** : 65,70 € *

En vente en librairie, en kiosque,
sur www.ladocumentationfrancaise.fr
et par correspondance :
DILA - CS 10733
23 rue d'Estrées - 75345 Paris cedex 07

» Le numéro 4,70 €
Numéros spéciaux 6,80 €

 La
documentation
Française 

* Tarifs applicables jusqu'au 31 décembre 2011

la fin de la République islamique ? C'est possible, mais peut-être aussi parviendra-t-elle à repartir sur de nouvelles bases. Il lui faudrait alors libérer les potentialités démocratiques que contient déjà sa Constitution, et qui n'ont jamais pu jusqu'à présent s'épanouir.

QI – *La structure du pouvoir en Iran, théocratique, militaire, politique, demeure opaque. Que sait-on à ce sujet ?*

F. N. – Tout est en effet organisé pour la rendre opaque. Les institutions telles que le Parlement, le gouvernement et les administrations ne forment qu'une mince interface entre le monde extérieur et la réalité dissimulée du pouvoir, concentrée autour du guide de la révolution, des dirigeants du corps des Pasdaran² et du réseau des conservateurs. Heureusement, les luttes entre factions et les querelles de personnes au sein même de chaque clan ont toujours offert de nombreux aperçus sur cet « État profond » destiné à rester « derrière le rideau », comme on dit là-bas. Ceci s'est accentué récemment avec la rupture ouverte entre, d'une part, M. Ahmadinejad et ses partisans, qui rêvent d'une république renouée à leur façon, et d'autre part les conservateurs traditionnels attachés au guide de la révolution. Leurs querelles risquent fort de s'amplifier à l'approche des élections législatives prévues en 2012, puis de l'élection présidentielle l'année suivante. Or ces luttes intestines mettent à nu la plupart des ressorts du régime. Paradoxalement, la vie politique iranienne est actuellement plutôt transparente !

QI – *Existe-t-il une opposition, même clandestine, en mesure d'assurer une contestation efficace et une relève éventuelle ?*

F. N. – Une opposition clandestine, non. Il n'y a rien de sérieux de ce côté-là. Rien non plus de sérieux du côté des oppositions situées à l'étranger, qu'il s'agisse des partisans vieillissants de l'ancien régime, ou à l'autre extrême des Moujaheddine du peuple, mouvement disqualifié en raison de sa soumission à Saddam Hussein et de ses dérives sectaires. En Iran même, l'opposition n'est pas structurée. Le régime, il est vrai, a tout fait pour l'en empêcher. Les figures de proue de cette opposition,

Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi, actuellement en résidence surveillée, ne sont précisément pas beaucoup plus que des figures de proue. Au sein du camp conservateur, il y a aussi des hommes qui se verraient bien incarner, le moment venu, le renouveau. En fait, tout changement politique important, lorsqu'il surviendra, s'accompagnera d'une bonne dose de surprise et d'improvisation.

QI – *L'Iran est en butte à des mesures coercitives décidées par le Conseil de sécurité des Nations Unies, renforcées à plusieurs reprises. Sont-elles vraiment efficaces ?*

F. N. – Les mesures arrêtées par le Conseil de sécurité ne sont efficaces que pour ce qu'elles visent : en bref, les ventes d'armes et les ventes d'équipements pouvant contribuer de près ou de loin aux programmes nucléaire et balistique iraniens. Toutes ces ventes ont été en effet très ralenties, sinon interrompues. Mais elles ne changent rien à l'essentiel. Les mesures qui pénalisent le pays, plus d'ailleurs sa population que le régime, sont les sanctions additionnelles, de type économique et financier, et l'embargo sur la coopération en matière pétrolière et gazière. Ces sanctions ont été adoptées et renforcées en plusieurs vagues par les États-Unis, l'Union européenne et quelques-uns de leurs alliés tels que le Canada, le Japon, l'Australie et la Corée du Sud. Ces sanctions finiront-elles par mettre à genoux le régime ? C'est l'espoir nourri avec constance par ceux qui les ont adoptées. C'est la conviction encore récemment exprimée par le président de la République française devant ses ambassadeurs. Mais rien n'est moins sûr. Le régime joue habilement des sanctions pour rallier autour de lui la population. Et l'Iran bénéficie depuis de nombreuses années des cours élevés du pétrole, qui atténuent dans une certaine mesure l'effet des sanctions.

QI – *Où en est le programme nucléaire iranien, à l'origine de ces mesures coercitives ?*

F. N. – Il avance, mais beaucoup moins vite que ne l'affirment ceux qui veulent absolument y voir une menace imminente pour la paix

² Les « gardiens de la révolution islamique » (NDLR).

de la région et du monde. Il est vrai que cela fait vingt ans que l'on nous prédit la bombe atomique iranienne pour l'année suivante. Les Iraniens, ces derniers temps, ont à peu près acquis la maîtrise de la technologie de l'enrichissement de l'uranium, qui est l'une des deux voies offrant en effet l'accès à l'arme atomique. Mais pour fabriquer un tel engin, même rudimentaire, encore faut-il maîtriser d'autres techniques, que les Iraniens ne semblent pas encore détenir. Et puis, si l'Iran se préparait à procéder à une explosion nucléaire, les Américains et les Européens disposent des moyens d'en repérer les préparatifs au moins plusieurs mois à l'avance, donc suffisamment à temps pour réagir. Si par malheur ce seuil était franchi, rappelons qu'il faudrait encore à l'Iran au moins une bonne dizaine d'années, plus vraisemblablement quinze ou vingt, pour disposer d'un arsenal crédible, comparable à l'autre arsenal de la région, celui d'Israël.

Quoi qu'il en soit, rien ne permet à ce jour d'affirmer, de façon étayée par des preuves concrètes, que l'Iran a fait le choix de se doter de la bombe et y travaille activement. Au contraire, la grande majorité des experts considère que l'Iran cherche plutôt à se positionner en pays du seuil, c'est-à-dire en pays ne détenant pas l'arme atomique, mais disposant des bases technologiques lui permettant de l'acquérir rapidement si la nécessité s'en faisait sentir. Dans l'hypothèse, par exemple, de l'apparition dans la région d'un fils spirituel de Saddam Hussein. La difficulté pour contrer l'Iran sur cette voie est qu'en droit international rien n'interdit à un pays, même signataire du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), d'acquérir ces technologies duales, à usage aussi bien civil que militaire. Et l'Iran prend bien soin de rester partie à ce traité. Contrairement à la Corée du Nord, il n'a jamais chassé de son territoire les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) chargés notamment de vérifier que l'uranium enrichi qui y est produit n'est pas détourné à des fins militaires.

En somme, nous disposons du temps nécessaire pour voir venir. Il faudrait simplement que ce temps soit à l'avenir mieux utilisé qu'il ne l'a été jusqu'à présent. Il faudrait l'employer à négocier

avec l'Iran les garanties et les contrôles supplémentaires qui rassureraient la communauté internationale sur la nature et l'avenir de son programme nucléaire. Il faudrait sortir du bras de fer stérile dans lequel les Occidentaux se sont engagés depuis plusieurs années. Car, pendant ce temps, les Iraniens continuent à avancer. Il faut en finir avec les menaces, parfois subliminales, parfois carrément exprimées, d'avoir recours à des frappes préventives pour casser ce programme. Ces menaces ne servent qu'à crispier encore plus la partie adverse. Certes, l'on ne peut garantir le succès d'une négociation. Mais au moins faut-il mettre les chances de son côté. Rien n'est pire que de s'entêter dans la voie de la confrontation actuelle. Elle ne peut conduire qu'à de graves accidents.

QI – *L'Iran dispose-t-il de relais et soutiens extérieurs significatifs – religieux avec les mouvements chiïtes, diplomatiques avec certains pays de la région ?*

F. N. – L'Iran n'a pas beaucoup d'amis autour de lui. Il a comme allié la Syrie, qui ne peut en ce moment guère l'aider. Il a comme clients le Hezbollah et, dans une certaine mesure le Hamas, ce qui lui donne un réel pouvoir de nuisance au Proche-Orient. Mais il paye cette influence d'un surcroît de crainte et de méfiance à son égard dans le monde arabe, sans parler d'Israël. Grâce aux Américains, il s'est débarrassé de son ennemi juré, Saddam Hussein en Irak, et il a assisté à Bagdad à l'ascension politique de la majorité chiïte, jusque-là écartée du pouvoir. Mais même si cette appartenance à une foi commune facilite la sympathie et la coopération, les dirigeants irakiens actuels demeurent très attentifs aux intérêts propres de leur pays. Cette communauté de rites et de dogmes ne suffit donc pas à créer un axe stratégique entre l'Irak et l'Iran.

La Turquie a récemment développé de bonnes relations avec l'Iran, dans le cadre de la réorientation générale de sa politique étrangère, naguère tournée presque exclusivement vers l'Occident, aujourd'hui résolument « tous azimuts ». Mais cette amitié nouvelle est encore précautionneuse. Ces bonnes relations demeurent sujettes à des aléas, comme le montrent les récentes divergences apparues dans le traitement



© AFP / Gabriel Duval

Le 2 février 1979, la foule acclame l'ayatollah Khomeiny revenu la veille à Téhéran après quinze ans d'exil. Trente ans plus tard, les potentialités démocratiques contenues dans la Constitution de la République islamique peinent à s'épanouir.

de la crise syrienne, ou encore avec le choix de la Turquie de participer à la mise en place du bouclier antimissile de l'OTAN, ouvertement dirigé contre l'Iran.

La Russie pourrait être une bonne alliée de l'Iran, et elle serait assez prête à jouer ce rôle. L'Iran représente pour elle tout le potentiel d'un excellent client. Mais les Iraniens s'en méfient en raison de son lourd passé interventionniste. Ils considèrent en outre que les technologies que les Russes peuvent leur apporter sont de second rayon. Au fond, ceux dont les Iraniens aimeraient vraiment être les amis sont les Américains et les Européens.

Mais pour le moment, l'Iran est un peu seul au monde. L'ambition de la Révolution islamique iranienne d'étendre sa marque à l'ensemble du monde arabo-islamique est restée, de fait, dans les limbes, même si cet objectif n'a jamais été officiellement abandonné, et même s'il apparaît en ce moment ravivé à l'occasion des révolutions arabes.

QI – *La politique américaine à l'égard de l'Iran a connu des évolutions marquées. Où en est l'administration Obama ?*

F. N. – On se souvient qu'Obama a d'abord tenté de renouer le dialogue avec l'Iran. Dans un message lancé à l'occasion de Norouz, le nouvel an iranien, en mars 2009, donc peu après son arrivée à la présidence, il a expressément tendu la main aux dirigeants de la République islamique d'Iran. Il y a également eu une tentative pour nouer une coopération limitée avec l'Iran dans le domaine nucléaire autour de l'alimentation en combustible d'un petit réacteur de recherche à Téhéran. Mais dans cette nouvelle orientation par rapport à l'époque Bush, Barack Obama a été freiné par sa propre administration. Il a été freiné par quelques-uns de ses alliés, partisans du maintien d'une ligne dure à l'égard de l'Iran, notamment les Français. Il a surtout été freiné par le Congrès, très attentif aux inquiétudes et mises en garde exprimées par le

gouvernement israélien. Il a été enfin freiné par les Iraniens eux-mêmes.

Les propositions d'ouverture de Barack Obama tombaient, il est vrai, à un mauvais moment. Moins de trois mois après le message de Norouz, le régime se discréditait par sa manipulation de l'élection présidentielle et par la répression qui a suivi. Et puis, Ali Khamenei, guide de la révolution, n'a jamais cru à l'ouverture de Barack Obama. Selon ses propres mots, derrière les sourires de façade se cache un poignard prêt à frapper. Et de fait, les méthodes des services de renseignement américains ou israéliens, soutenant les mouvements irrédentistes kurdes ou baloutches, organisant le sabotage informatique des installations nucléaires iraniennes, menant peut-être des assassinats ciblés d'universitaires iraniens mêlés au programme nucléaire, ont eu tendance à confirmer ses vues.

Barack Obama ne semble toutefois pas avoir renoncé. Il attend sans doute un moment plus favorable pour relancer son projet. Ce moment ne pourra guère se situer qu'au cours de son second mandat, s'il est réélu. Il n'aura alors plus rien à perdre sur le plan électoral, et l'Iran disposera d'un nouveau Parlement, et d'un nouveau président de la République. Avec un peu de chance, une nouvelle donne pourrait donc se présenter à partir de 2013.

QI – *Quel est l'état des relations entre l'Union européenne et ses membres, et l'Iran ?*

F. N. – Pas très bon, l'on s'en doute, compte tenu de la ligne de fermeté adoptée par l'Union européenne à l'égard du programme nucléaire iranien, comme des pratiques du régime en matière de droits politiques et de droits de l'homme. Encore que des nuances entre Européens puissent être relevées. La France se situe clairement en pointe en matière de surveillance du programme nucléaire iranien et de mise en œuvre des mesures coercitives. Les Britanniques ont toujours eu une relation compliquée avec l'Iran, en raison de leur passé de puissance dominante, et parfois occupante. Malgré les sanctions, les Allemands et les Italiens sont,

pour leur part, parvenus à préserver avec l'Iran un flux d'échanges important, qui va même en se développant.

La négociation, ou plutôt la non-négociation nucléaire, est pilotée au niveau européen par la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Catherine Ashton. Connue pour sa prudence, ce n'est pas sur ce dossier qu'elle ira se mettre en difficulté en prenant des initiatives politiquement risquées. Je parlais d'une nouvelle donne possible en Iran autour de 2013. Une nouvelle donne peut-elle surgir en Europe de l'élection présidentielle française de 2012, des élections au Bundestag de 2013 ? Là, je commence à sortir de mon domaine de compétence...

QI – *La République islamique est-elle amendable en matière de droits de l'homme ?*

F. N. – Il faudrait alors, comme je l'évoquais précédemment, qu'elle change profondément de nature, sous la pression combinée de la société iranienne et de ceux qui, en son sein, malgré leur loyalisme, sont sensibles à ses tares. En attendant, il est très important de maintenir la pression extérieure sur ce thème. Les dirigeants iraniens n'échappent pas à la règle commune qui fait que chacun, même s'il a beaucoup à se reprocher, continue de chercher la reconnaissance et la respectabilité. L'on peut donc, en jouant de ce ressort, obtenir quelques avancées. Certaines ont été obtenues en matière de lapidations, qui ont fait l'objet d'un moratoire annoncé par le pouvoir judiciaire. Encore faut-il que ce moratoire soit respecté. Dans les campagnes de protestations internationales contre des sentences particulièrement iniques, l'on ne gagne pas toujours, mais l'on gagne quelquefois. Sans doute est-ce très peu, mais c'est mieux que rien. Il faut donc continuer sans se décourager. Et la vigilance, la promptitude à réagir, venant de l'ensemble de nos sociétés, constituent le meilleur témoignage de soutien que l'on puisse apporter aux Iraniens. ■